



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Soutien à l'Ukraine

Question au Gouvernement n° 1344

Texte de la question

SOUTIEN À L'UKRAINE

Mme la présidente . La parole est à Mme Anna Pic.

Mme Anna Pic . Il y a désormais quatre ans jour pour jour, Vladimir Poutine franchissait une nouvelle étape dans son projet néoimpérialiste en envahissant à grande échelle son voisin ukrainien. Après la Crimée en 2014, la Russie décidait d'amplifier son oppression en multipliant les destructions, les crimes contre les civils et les déportations d'enfants, ainsi que les frappes contre les infrastructures énergétiques en plein hiver, donc en multipliant les violations du droit international. Quatre années de luttes, de deuils et de souffrances pour un peuple qui ne demande pourtant qu'une chose : le respect ! Le respect de son intégrité territoriale, de son indépendance, de sa population et de ses choix politiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – M. Erwan Balanant applaudit également.*)

Nous, socialistes, tenons à rappeler notre soutien indéfectible aux Ukrainiens – incarné par la présence en ce moment même à Kiev de notre premier secrétaire, Olivier Faure, et de la députée européenne Nora Mebarek –, parce qu'ils sont agressés et que nous nous tenons toujours de ce côté de l'histoire, parce que nous sommes convaincus qu'en Ukraine se joue le véritable test grandeur nature de la sécurité et de la solidité démocratique européenne. La Russie mène en effet deux guerres : celle très visible sur le front ukrainien, et celle sur le temps long, dont l'objectif est d'ébranler les fondements de l'Union européenne, y compris ses valeurs fondatrices.

M. Jimmy Pahun . Eh oui !

Mme Anna Pic . Nous devons donc impérativement continuer à faire front. Nous le devons à la résistance exemplaire dont fait preuve le peuple ukrainien depuis quatre ans (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC*), et nous nous le devons à nous-même. (Mêmes mouvements.) Si nous saluons les tentatives de la coalition des volontaires d'obtenir des garanties de sécurité pour l'Ukraine, celles-ci ne se concrétiseront qu'après un cessez-le-feu. Or l'Ukraine a besoin de nous maintenant, pour être replacée dans une position de force dans les pourparlers qui se tiennent. La France et l'Europe tout entière doivent lui en donner les moyens.

Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, quelles mesures entendez-vous prendre pour accentuer notre soutien lorsque la participation de la France se situe seulement en treizième position en pourcentage du PIB ? Où en est la France dans sa réflexion concernant sa participation à une zone d'exclusion aérienne permettant de sécuriser le ciel ukrainien et ainsi de protéger la population civile et les infrastructures du pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – Mme Josy Poueyto applaudit également.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères . Je veux une nouvelle fois saluer la présence à Kyïv d'Olivier Faure, accompagné de la députée européenne Nora Mebarek. Vous avez dit deux

choses très importantes. La première, c'est que cette guerre est bel et bien une guerre coloniale, partie d'un fantasme impérialiste, celui de Vladimir Poutine, qui se solde aujourd'hui par un échec cuisant – j'y reviendrai. Les forces politiques qui passent leur temps à accuser la France de la relation qu'elle entretient avec son passé colonial...

M. Jean-Paul Lecoq . Et son présent !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre*feraient mieux de diriger leurs critiques et leurs attaques sur la Russie de Vladimir Poutine, qui est lancée dans cette guerre injustifiée et injustifiable depuis quatre ans. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*)

La seconde, c'est que cette guerre contre l'Ukraine est aussi une guerre contre l'Europe et contre la démocratie. Tout a commencé par des manifestations pacifiques menées par des Ukrainiens qui aspiraient à la liberté en chantant l'hymne européen et en brandissant le drapeau européen : c'est cela qui a conduit Vladimir Poutine à envahir l'Ukraine une première fois, puis une deuxième fois, avant de passer à une plus grande échelle avec son « opération spéciale », le 24 février. Elle se solde par un échec cuisant puisqu'aujourd'hui, Poutine contrôle seulement la moitié des territoires qu'il occupait illégalement au printemps 2022, au prix de pertes humaines sans équivalent dans l'histoire de la Russie depuis 1945 : plus de 1 million de pertes depuis le début de la guerre, soit un nombre supérieur à toutes les pertes soviétiques, puis russes, depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Chaque jour, 1 000 soldats russes perdent la vie pour une progression microscopique, tandis que l'économie russe entre en récession, l'essence est rationnée, les caisses de l'État sont vides et les communications sont désormais coupées.

Oui, la France continuera d'exercer la pression sur la Russie grâce au vingtième paquet de sanctions et à soutenir l'Ukraine avec les 90 milliards d'euros de prêts.

Données clés

Auteur : [Mme Anna Pic](#)

Circonscription : Manche (4^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1344

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 février 2026